

hebdomadaire

n° 3014 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

LE SOCIAL AAASSOMMÉ?

TVA sociale, compétitivité-emploi et temps de travail... pour satisfaire les agences de notation ou mesures sociales d'urgence pour combattre le chômage? FO ira au sommet avec des revendications précises sur l'emploi (lire page 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Au-delà du cas Pétroplus, le secteur du raffinage en Europe est confronté au désengagement des grands groupes pétroliers.

Lire page 5

La proposition de loi Warsmann, qui donne à l'employeur le pouvoir de modifier unilatéralement la durée du travail, a été rejetée par le Sénat.

Lire page 5

De plus en plus de fonctionnaires sont contraints de cumuler leur emploi avec une activité dans le secteur privé.

Lire page 7

Après le succès du 15 décembre dernier, FO propose de faire du **31 janvier une nouvelle journée de grève** dans l'Éducation nationale, pour protester contre les suppressions de postes et la réforme de l'évaluation.

Lire page 8

UN PROBLÈME SÉRIEUX DE DÉMOCRATIE

Lire l'éditorial page 4

SAVOIR pratique

SMIC, inflation, indice des loyers, minimum de traitement dans la fonction publique... tous les chiffres utiles récemment mis à jour.

Lire page 14

DOSSIER en pages centrales

Les principaux éditeurs français viennent de conclure un accord avec Amazon, Google et Apple pour diffuser des livres numériques.

Un revirement qui inquiète les libraires.

MONTRER reportage

Il y a six ans, le gouvernement privatisait les sociétés d'autoroutes au profit des géants du BTP. Une braderie qui n'aura profité ni au contribuable, ni à l'usager et ni aux salariés concernés.

Lire pages 17 à 20



Photo: FO Hebdo/G. Ducrot

Créez vos syndicats!



Les dernières créations de syndicats ou de sections syndicales Force Ouvrière

Alpes-Maritimes

Mas Palmerose, maison de retraite EHPAD «Les Lucioles», à Nice (Services publics et de Santé).
Hôpital privé Clinica Oxford, à Nice (Services publics et de Santé).
Clinique Saint-Antoine, à Nice (Services publics et de Santé).
Maison de convalescence «La Serena», à Nice (Services publics et de Santé).

Alpes de Haute-Provence

Syndicat des agents de l'hôpital local à Barcelonnette (Services publics et de Santé).

Cantal

Syndicat FO des établissements Prieur, à Vic-sur-Cère (Bâtiment).
Syndicat FO de l'office du tourisme, à Aurillac (Employés et Cadres).
Syndicat FO des organismes sociaux divers et divers, à Aurillac (Employés et Cadres).

Dordogne

Syndicat FO des OSDD Pôle emploi, à Périgueux (Employés et Cadres).

Essonne

Section syndicale FO de la société Catesson Transports, à Grigny (Transports).

Gers

FO Condom Sictom, à Valence-sur-Baïse (Services publics et de Santé).

Gironde

Syndicat du personnel de l'institut Bergonie, à Bordeaux (Services publics et de Santé).
Syndicat FO du personnel de l'École d'enseignement supérieur d'art de

Bordeaux (Services publics et de Santé).

Jura

Smoby Toy SAS d'Arinthod (Chimie).

Landes

Syndicat du «Scalandes» des Landes à Mont-de-Marsan (Agriculture-Alimentation).
Syndicat de la RDTL des Landes (Transports).

Loire-Atlantique

Association «Le Chêne de la Cormière», à Guenrouët (Services publics et de Santé).

Haute-Loire

Syndicat départemental de la santé privée de Haute-Loire, au Puy-en-Velay (Services publics et de Santé).

Loiret

Résidence 4 Santel, à Gien (Services publics et de Santé).

Lozère

ArcelorMittal, à Saint-Chély (Métaux).

Mayenne

Syndicat FO Cosel (Centre d'appels), à Laval (Employés et Cadres).

Moselle

«Andrevetan», à Metz (Services publics et de Santé).
SLAG, à Thionville (Bâtiment).

Nord

Syndicat Leroux SAS, à Douai (Agriculture-Alimentation).
Syndicat Auchan, à Cambrai (Agriculture-Alimentation).
Syndicat Alliance emploi, à Lille (Employés et Cadres).

Oise

Syndicat FO de la Société Laitière, à Clermont-de-l'Oise (Agriculture-Alimentation).

Paris

Institut Mutualiste Montsouris, à Paris (Services publics et de Santé).

Pas-de-Calais

Isolés publics Pas-de-Calais, à Loos-en-Gohelle (Services publics et de Santé).
Maison de retraite «Arques», à Quelmes (Services publics et de Santé).

Pyrénées-Orientales

Maison de retraite Pia EHPAD, à Pia (Services publics et de Santé).
Maison de retraite Millas EHPAD,

à Millas (Services publics et de Santé).

Maison de retraite Arles-sur-Tech EHPAD, à Arles-sur-Tech (Services publics et de Santé).

Haut-Rhin

Maison de retraite «Les Iris», à Colmar (Services publics et de Santé).

Rhône

AGC Vertal Sud-Est, à Saint-Priest (Bâtiment).

Sarthe

Syndicat FO STAO, au Mans (Transports).
Syndicat FO Setram, au Mans (Transports).

Savoie

Syndicat Ime St Real, à Saint-Jean-de-la-Porte (Services publics et de Santé).

Haute-Savoie

Maison de retraite Saint-Jorioz EHPAD «La Provenche», à Doussard (Services publics et de Santé).
Hôpital de La Roche-sur-Foron (Services publics et de Santé).
Bosch Rexroth Fluid Tech SAS, à Cran-Gevrier (Métaux).

Seine-et-Marne

Total Raffinage Marketing, à Mormant (Chimie).
Hôtel Radisson, à Magny-le-Hongre (Agriculture-Alimentation).
Transgourmet Opérations, à Coulommiers (Agriculture-Alimentation).
Ivry Lab, à Combs-la-Ville (Pharmacie).
Syndicat du personnel de la société Norbert-Dentressangle Logistics, à Moissy-Cramayel (Transports).
Syndicat du personnel de la société Metin SA, à Montévrain (Métaux).

Deux-Sèvres

Syndicat FO Gyrland Industrie, à Chizé (Métaux).

Var

CCLIAT (Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise), à Toulon (Métaux).

Vendée

SAS Bertin National, laboratoire de prothèses dentaires, à Saint-Gilles-Croix-de-Vie (Services publics et de Santé).

Vienne

Syndicat FO du personnel de Fenwich-Linde, à Cenon-sur-Vienne (Métaux).



2012, année des salariés des TPE*. En décembre 2012, 4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce, des services, des professions libérales, de l'industrie ont leur élection.

*Très Petites Entreprises - Moins de 11 salariés

Mieux représentés, + forts

FO



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

UN PROBLÈME SÉRIEUX DE DÉMOCRATIE

Une agence de notation américaine (Standard and Poor's) vient de déclasser différents pays dont la France. Cela fait la une des médias, en France notamment, avec parfois des émissions spéciales.

Il suffit de prendre quelques mètres de recul pour mesurer le caractère quelque peu délirant de la situation. Un Premier ministre et un ministre de l'Économie et des Finances qui interviennent au

journal de 20 heures, ou tenant un point de presse. Une opposition accordant aussi à l'annonce un caractère événementiel.

Certes, tout cela se situe en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles et le président de la République avait lui-même fait de la conservation du triple A l'alpha et l'oméga de la politique économique en France.

Conserver le «AAA» et satisfaire les attentes des marchés financiers avaient notamment conduit aux réductions fiscales et à la contre-réforme des retraites!

En fait, deux types de problèmes importants se posent :

1. Est-il normal que de telles agences (elles sont au nombre de trois) se voient accorder un tel poids? Ce sont pourtant elles qui notaient AAA les *subprimes* ou qui, pour l'une d'entre elles, s'était plantée et avait ainsi favorisé l'arrivée au pouvoir des colonels en Grèce.

En la matière, c'est leur rôle et leur poids qu'il faut remettre en cause et c'est de la responsabilité des gouvernements. Or, quatre ans après le début de la crise, rien n'a changé. Ne pas le faire c'est accepter que les intervenants sur les marchés financiers exercent une tutelle sur les États et que les gouvernements en dépendent. Ce qui pose un problème sérieux de démocratie.

N'oublions jamais, non plus, que les marchés financiers sont schizophrènes, ainsi ils réclament des réformes structurelles (ex.: retraite, marché du travail) tout en s'inquiétant de l'austérité.

2. La première leçon qu'il faut en tirer, c'est qu'à se soumettre aux attentes des marchés et de leur baromètre (les agences de notation) on en devient leurs séides.

La seconde, c'est qu'il ne fallait pas, sur le plan européen, suivre le dogmatisme monétaire économique allemand, mais plutôt tout mettre en œuvre, en tapant du poing sur la table, pour que la Banque centrale européenne rachète massivement les dettes publiques, comme son homologue américaine.

Cela aurait eu le mérite de calmer le jeu pour entreprendre une réelle réorientation de la construction européenne.

N'oublions pas non plus – et ce n'est pas un hasard – qu'il y a des tensions financières entre l'Europe et les États-Unis.

Tout ce qui fragilise l'Europe renforce, à court terme, les États-Unis, les uns et les autres étant à la recherche des mêmes prêteurs.

Nous verrons dans les jours à venir, et notamment au «sommet social» du 18 janvier, ce que feront le gouvernement et le président de la République.

Si l'objectif était d'utiliser ce sommet pour satisfaire les marchés financiers, avec notamment la TVA sociale et les «accords» compétitivité-emploi, ce n'est plus la peine vu que le triple A est tombé avant le sommet!

Sortir de l'austérité en France comme ailleurs et exiger de l'Europe une dynamique de croissance, d'investissement et de progrès social, telle est aujourd'hui l'ardente obligation.

Le triple A au placard;
l'austérité au rancart;
et la croissance en étendard.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Chômage: FO va à l'Élysée avec quinze propositions.
Négociation: Chômage partiel: «Un bon accord d'étape» qui préserve les droits des salariés.

Page 4

Un problème sérieux de démocratie, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Les déboires de Petroplus: Raffinage: une filière stratégique aux mains de la finance.
Droit du travail: Le Sénat rejette la proposition de loi Warsmann.

Page 6

Licenciements: Semi-victoire pour les Proma.
Restructuration: Croix-Rouge: les syndicats à la rescousse des emplois.

Page 7

Niveau de vie: Les fonctionnaires contraints aux petits boulots.
Projet de loi: Fonction publique: l'accord sur l'emploi précaire dévoyé.

Page 8

Action sociale: Les labos parisiens se font du mauvais sang.
Éducation nationale: La Fédération FO de l'Enseignement appelle à la grève le 31 janvier.

Page 9

Congrès UD:
Social: la situation reste difficile en Guadeloupe.

SAVOIR

Page 13

Les droits: Le RSS ne peut pas être RS au CE!
Consommation:
La concurrence fait-elle autorité?

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Les acquis fondamentaux de la démocratie sociale.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse: AAA perdu: triple peine en vue?

Page 16

Une sélection de livres.
À lire et à écouter:
Juliette Gréco sur tous les ponts.

MONTRER

Pages 17 à 20

Routes et autoroutes:
Le virage dangereux de la privatisation.

/ DOCUMENT

Pages 10 et 11

Le livre en France:
en infériorité numérique?

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire : 0911S05818

Se fondant sur une interprétation restrictive de la loi du 20 août 2008, qui a modifié les critères de la représentativité syndicale en introduisant notamment des travers électoralistes, la Cour de cassation a accentué les différences entre organisations syndicales représentatives ou

non. En ne permettant pas au représentant de la section syndicale (RSS), institué d'ailleurs par cette loi, de pouvoir être représentant syndical au CE, cette décision conduit à la possibilité d'affaiblir significativement les organisations non représentatives.

LE RSS NE PEUT PAS ÊTRE RS AU CE!

La Cour de cassation vient de juger que la désignation d'un représentant syndical au CE est une prérogative que la loi réserve aux syndicats qui ont obtenu une légitimité électorale, soit en ayant obtenu des élus au CE dans les entreprises de plus de 300 salariés, soit en étant reconnus représentatifs dans les autres entreprises. Le représentant de la section syndicale n'est donc pas de droit représentant syndical au CE (Cass. soc., 14 décembre 2011, Mme Faurel et CFE-CGC c/ sté Orange et a. n°11-14642, P+B).

La décision a de quoi surprendre. En effet, dans les entreprises de moins de 300 salariés la désignation d'un représentant syndical est régie par l'article L.2143-22 du Code du travail, qui dispose que «dans les entreprises de moins de trois cents salariés et dans les établissements appartenant à ces entreprises, le délégué syndical est, de droit, représentant syndical au comité d'entreprise ou d'établissement. Le délégué syndical est, à ce titre, destinataire des informations fournies au comité d'entreprise ou d'établissement». Cet article est antérieur à la loi du 20 août 2008, qui a créé une nouvelle institution syndicale, le RSS, lequel dispose des «mêmes prérogatives que le délégué

syndical, à l'exception du pouvoir de négocier des accords collectifs» (article L.2142-1-1).

La seule restriction aux pouvoirs du RSS étant cette impossibilité de négocier, rien n'aurait dû interdire sa désignation en tant que RS au CE, cette fonction n'étant qu'une «attribution complémentaire» du DS. Pourtant, une circulaire ministérielle du 27 juillet 2011 a retenu une interprétation littérale de l'article L.2143-22, alors qu'aucune décision judiciaire n'était venue infirmer ou confirmer cette vision. Un recours pour excès de pouvoir a d'ailleurs été intenté devant le Conseil d'État par la confédération Force Ouvrière, pour contester le caractère réglementaire de la circulaire.

Malheureusement, la Cour de cassation adopte la position ministérielle et décide de restreindre encore plus les pouvoirs du RSS. Les juges fondent leur décision sur la nécessaire légitimité électorale que la loi obligerait à obtenir pour devenir représentant syndical au CE. Selon la Cour de cassation, cette légitimité électorale découle, en premier lieu, du lien «de droit» entre délégué syndical et représentant syndical au CE. En obligeant le syndicat et le délégué syndical à remplir des conditions d'audien-

ce électorale, la loi tend à exclure les syndicats non représentatifs, donc le RSS de l'accès au mandat de représentant syndical au CE.

En second lieu, dépassant les faits de l'espèce, la Cour rappelle que dans les entreprises de 300 salariés et plus, il faut avoir «des élus» pour accéder au mandat de représentant syndical au CE, ce qui conforte cette nécessaire légitimité électorale. La Cour en conclut que le RSS «n'est pas de droit représentant syndical au comité d'entreprise ou d'établissement», et rejette le pourvoi.

La solution est critiquable du point de vue de la défense des libertés syndicales. Le choix a été fait de privilégier l'article L.2143-22 au détriment de l'article L.2142-1-1, donc de conforter les pouvoirs des organisations représentatives au détriment des non-représentatives. Une fois la représentativité perdue, ou en cas d'implantation récente dans l'entreprise, il sera particulièrement ardu, voire impossible, d'accéder à la représentativité, et ce, quoi qu'en disent les concepteurs de la loi du 20 août 2008 et les signataires de la «position commune». En effet, tous les acteurs, à l'occasion des élections, ne sont pas sur la même ligne de départ. Les syndicats représen-

tifs ont l'opportunité d'obtenir des informations très importantes et précises sur la vie économique et financière de l'entreprise, via le représentant syndical au CE. Les organisations non représentatives seront privées de ces précieuses informations. On perçoit immédiatement l'ampleur de ce déficit de renseignements et la perte d'influence que cela entraîne, notamment à l'occasion de la campagne électorale. Difficile alors d'accéder au fameux sésame des 10%...

EXCÈS DE POUVOIR

Fait d'agir en dehors des attributions légales. Toutes formes d'illégalité susceptibles de vicier, rendre nul un acte administratif.

CIRCULAIRE

Document interne reproduit en plusieurs exemplaires et adressé à différentes personnes au sein d'une même entreprise, administration ou organisation. En droit administratif, note d'organisation interne à un service émise par la personne chargée de sa direction.

CARACTÈRE RÉGLEMENTAIRE

Caractérise les actes émanant des autorités administratives disposant du pouvoir réglementaire (pouvoir exécutif) et ne devant que compléter l'œuvre de la Constitution et de la loi.

CONSOMMATION

LA CONCURRENCE FAIT-ELLE AUTORITÉ?

Il semblerait que la théorie de la concurrence se prenne souvent les pieds dans le tapis des marchands. De ceux qui font dans le gros notamment. Quelques-uns se font taper sur les doigts de temps à autre, comme, ces dix dernières années, quelques éminents représentants du secteur du BTP et des télécommunications. Plus récemment, ce sont les géants mondiaux de la lessive qui ont, pour des pratiques douteuses, écopé d'une amende record infligée par l'Autorité de la concurrence française, organisme administratif aux membres nommés par le ministère de l'Économie et œuvrant «pour la sauvegarde de l'ordre public économique». Au total, plus de 360 millions d'euros pour les chevaliers d'une

industrie de la blancher dont les responsables commerciaux se sont réunis pendant plusieurs années dans des lieux discrets autant que confortables afin d'établir des prix qui faisaient bien leurs affaires, à défaut de celles du consommateur. Leur linge sale a été révélé en décembre. Il aura quand même fallu cinq ans d'enquête et une dénonciation...

Une autre affaire qui fait tache vient d'éclater, mettant en cause cette fois-ci une des principales enseignes de la grande distribution. En l'occurrence Casino, accusée de ne guère concourir à favoriser la concurrence sur la place de Paris. Propriétaire de tout ou partie de Franprix, Leader Price, Vival et, entre autres, Monoprix, elle se

trouverait en position dominante avec 61% des surfaces commerciales de la capitale, constituant une part de marché trois fois supérieure à celle de son principal concurrent, Carrefour. Mais n'en abuserait pas! C'est du moins l'avis de l'Autorité de la concurrence, saisie par la mairie de Paris. Il faut dire qu'est en jeu l'assouplissement de l'autorisation administrative pour les commerces de plus de 1 000 mètres carrés. Estimant que les chiffres avancés sont deux fois moindres, Casino s'est lancée dans une bataille médiatique dont le maillon faible reste le consommateur.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:

Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:

7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée
(tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

3 538

Avec pas moins de 3538 unités écoulées en 2011, Rolls-Royce a battu son record historique de ventes depuis sa création il y a cent sept ans, soit 31% de plus que l'année précédente. Commentaire de son directeur général: «2011 a été pour nous une année formidable.» Modèle le plus vendu: la *Ghost*, accessible à partir de quelque 200 000 euros. La zone Asie-Pacifique représente la plus forte croissance des ventes (47%), devant le Proche-Orient (23%) et l'Amérique du Nord (17%). Et, *honni soit qui mal y pense*, la Grande-Bretagne, reine de l'austérité, affiche une hausse de 30%. Quant à Bentley et Ferrari, ils se portent bien également: ils s'apprêtent à annoncer, eux aussi, des ventes records. Si certains sont à sec, pour d'autres ça roule...

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) sur 97% du salaire.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 sur 97% du salaire.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:

35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011
+0,4%

DU 31/12/2010 AU 31/12/2011
+2,5%

DU 01/01/2011 AU 31/12/2011
+2,5%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

AGIR
événements

SAVOIR
pratique

RESPIRER
culture

MONTRER
enquête

FORCE Ouvrière

*Mercredi prochain, dans votre **hebdomadaire**,
une enquête sur l'eau, cet enjeu mondial devenu
aussi incontournable que le pétrole, le gaz
ou encore l'uranium.*

ROUTES ET AUTOROUTES

Le virage dangereux de la privatisation

Six ans après la concession au privé des autoroutes,
le bilan est négatif, tant pour les salariés que pour
les usagers. Ces derniers refusent de payer
la facture du dépeçage du service public.



Photos: FO Hebdo - G. Ducrot

Lire
notre
enquête
page 17